

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 St Étienne

St Étienne, le 12/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RECYCLAGES DÉCHETS SERVICES**

La Péronnière 8, rue de la Libération  
42152 L'HORME

Références : UID4243-DSSP-026-046

Code AIOT : 0006104968

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement RECYCLAGES DÉCHETS SERVICES implanté La Péronnière 8, rue de la Libération 42152 L'Horme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RECYCLAGES DÉCHETS SERVICES
- La Péronnière 8, rue de la Libération 42152 L'Horme
- Code AIOT : 0006104968
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RDS L'Horme exerce une activité de récupération et de tri des déchets industriels banals (papiers, cartons, matières plastiques, métaux, gravats, bois). Les déchets, après tri, sont compactés et envoyés vers une filière de valorisation. Les refus de tri sont dirigés vers une filière d'élimination. A ce titre, l'exploitation est classée :

- **2791-1**, traitement des déchets non dangereux, (A) 600t/j,
- **2794-1**, broyage de déchets végétaux non dangereux, (E) 135t/j,
- **2713-1**, transit, regroupement, tri en vue de la réutilisation de métaux non dangereux (E) 3000m<sup>2</sup>,
- **2714-1**, transit, regroupement, tri en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textile, bois (E) 10 800m<sup>3</sup>,

Le site est réglementé par l'**arrêté préfectoral du 02/04/1999** portant autorisation d'exploiter, et abrogeant l'arrêté du 29/01/87. Par ailleurs, des prescriptions ont été ultérieurement modifiées et complétées par les trois **arrêtés préfectoraux complémentaires (APC)** du :

- **10/07/2007** (art.I : 1 et 2, art.II : 6.2.1 et 6.3.2, art.III : 1.1 et 1.4.1 2eme alinéa),
- 18/05/2011 (mise à jour des rubriques autorisées art.1) - **abrogé par l'APC suivant,**
- **27/05/2019** (mise à jour des rubriques autorisées art.1),

**Les prescriptions des arrêtés ministériels suivants sont également applicables :**

- du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation, notamment au titre de la rubrique 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des ICPE,
- du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage de déchets végétaux non dangereux relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2794 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois).

**Deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure ont été établis :**

- **le 13/08/2009** concernant les non-conformités aux prescriptions suivantes ; plan des réseaux de collecte des effluents, voies de circulation, déchets, aires de réception et de tri, propreté du site, contrôle des poussières, liquides inflammables, implantation des installations, stockage, imperméabilisation, broyage, protection coupe-feu, mesure du niveau de bruit,  
=> l'ensemble des non-conformités relevées ont été levées, ceci est confirmé dans le rapport de visite du 21 juillet 2011.
- **le 05/09/2022** concernant la rétention des eaux d'extinction incendie (art.4.6.1)  
=> l'ensemble des non-conformités relevées ont été levées, ceci est confirmé dans le rapport de visite du 22 janvier 2025.

**Contexte de l'inspection :** Récolement et présentation d'un projet industriel.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Plan des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prévention des pollutions accidentelles : rétentions produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.2.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Anticipation de la procédure d'autorisation	Code de l'environnement du 10/03/2024, article L181-5	Sans objet
2	Contenu de la demande d'AEU	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R181-13 et 14, D181-15-1 à 12	Sans objet
3	Garantir la sécurité sanitaire : condition d'usage du site ex-Haulotte	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L511-1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le projet présenté dispose d'une maturité technique avancée et la démarche d'anticipation procédurale est la bienvenue. Le projet doit basculer d'une vision industrielle à environnementale formalisée par le biais d'un dossier de cadrage officiel. L'exploitant doit veiller à garantir la maîtrise des risques liés aux pollutions résiduelles par le maintien du confinement des sols (ou la mise en place de mesures de gestion) et de la surveillance des eaux.

Dans la continuité des précédentes suites administratives proposées, il sera nécessaire de transmettre un plan des réseaux exhaustif et la preuve photographique immédiate de la suppression des stockages de produits chimiques sur palettes bois (stockage en extérieur) au profit de rétentions adaptées.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Anticipation de la procédure d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/03/2024, article L181-5
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Étude d'impact
<b>Prescription contrôlée :</b>  "En complément, le porteur d'un projet soumis à autorisation environnementale peut : 1° Solliciter des informations lui permettant de préparer son projet et le dossier de sa demande d'autorisation auprès de l'autorité administrative compétente. Les réponses apportées par celle-ci sont fonction de l'État du projet et ne préjugent ni du contenu du dossier qui sera finalement nécessaire à l'instruction de la demande d'autorisation ni de la décision qui sera prise à l'issue de celle-ci ;"  La phase amont est facultative pour le pétitionnaire, mais fortement conseillée (cf note B. Pompili 9/05/2022). Elle reste informelle et permet un cadrage préalable. Les objectifs visés sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'améliorer la qualité des dossiers déposés et des projets,</li><li>- de renforcer la visibilité sur les procédures, les règles et les délais,</li><li>- de faciliter à terme l'instruction par le dépôt d'un dossier « complet et régulier ».</li></ul>
<b>Constats :</b>  La note ministérielle du 9 mai 2022 préconise une phase amont au dépôt du dossier d'Autorisation Environnementale (AEU) pour sécuriser le calendrier et la qualité du projet. Elle vise à stabiliser les procédures applicables et à identifier les enjeux environnementaux majeurs dès la conception.  Lors du point d'étape, il est relevé que l'exploitant a pris l'initiative d'engager les échanges avec la DREAL de manière anticipée, via une réunion de présentation du projet qualifiée de « pré-phase amont ». Cela permet une anticipation des échanges et identification partielle des rubriques ICPE. Cependant, l'absence actuelle d'études environnementales de terrain et techniques ne permettent pas de cadrage précis.  Cette initiative doit désormais évoluer vers un dossier de cadrage technique qui permettra de fournir une description succincte de l'état initial et des effets potentiels du projet. Pour cela, l'exploitant est invité à utiliser le formulaire de la région AuRA en ligne (lien ci-dessous) et assurer la traçabilité des échanges par des comptes-rendus partagés. <a href="https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/la-phase-amont-a23674.html">https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/la-phase-amont-a23674.html</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 2 : Contenu de la demande d'AEU

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/07/24, articles R181-13 et 14, D181-15-1 à 12
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contenu de la demande d'AEU
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Articles R181-13 et 14 et articles D181-15-1 à 12 du code de l'environnement</u> <b>Résumé non exhaustif :</b> <b>Éléments communs :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• références sur le pétitionnaire,</li><li>• implantation du projet,</li><li>• justification des droits du pétitionnaire sur le terrain d'implantation,</li><li>• description du projet,</li><li>• cartes et plans,</li><li>• note de présentation non technique (à ne pas confondre avec le résumé non technique de l'étude d'incidence),</li><li>• la justification du dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme si antérieure ou simultanée.</li></ul> <b>Éléments selon les caractéristiques du projet :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>À définir selon les articles D181-15-1 à 12 du code de l'environnement,</u></li><li>• <u>Article R181-13 du code de l'environnement :</u><ul style="list-style-type: none"><li>◦ Le porteur de projet doit lister les <b>autres procédures administratives</b> liées à son projet (hors permis de construire/urbanisme) si elles remplissent deux conditions :<ol style="list-style-type: none"><li>1. Elles sont nécessaires à la réalisation du projet.</li><li>2. Elles demandent aussi une <b>enquête publique</b> qui n'a pas encore eu lieu.</li></ol></li></ul></li></ul> <p>Pour chacune de ces procédures, le dossier doit mentionner :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>◦ <b>La nature de la demande</b> (ex: autorisation loi sur l'eau, déclaration d'utilité publique, etc.),</li><li>◦ <b>La date de dépôt</b> du dossier,</li><li>◦ <b>L'autorité compétente,</b></li><li>◦ <b>L'éventuelle demande de dérogation</b> pour ne pas faire une « enquête publique unique » (si le pétitionnaire préfère séparer les enquêtes au lieu de tout grouper comme le prévoit l'article L. 181-10).</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>Article R122-5 du code de l'environnement :</u><ul style="list-style-type: none"><li>◦ étude d'impact : cas d'un projet systématiquement soumis à évaluation environnementale.<ul style="list-style-type: none"><li>▪ résumé non technique,</li><li>▪ description du projet,</li><li>▪ description de l'état actuel de l'environnement, de l'évolution en cas de mise en œuvre du projet, et en l'absence de mise en œuvre du projet,</li><li>▪ description des facteurs susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet (population, santé humaine, biodiversité...),</li><li>▪ description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement description des incidences négatives notables attendues qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs,</li><li>▪ description des solutions de substitution raisonnables examinées, principales raisons du choix effectué,</li><li>▪ mesures prévues par le maître de l'ouvrage, dépenses correspondantes, effets attendus,</li><li>▪ modalités de suivi des mesures,</li><li>▪ description des méthodes,</li><li>▪ présentation des experts qui ont préparé l'étude,</li><li>▪ éléments spécifiques aux infrastructures de transport,</li><li>▪ compléments en tant que de besoin pour les ICPE.</li></ul></li></ul></li></ul>

**Constats :**

Le projet présente à ce jour un degré de maturité technique avancé sous l'angle du process industriel (conception des lignes de production, plans de masse, choix des équipements). Toutefois, l'intégration des contraintes du code de l'environnement et la formalisation de l'étude d'impact restent à étudier pour assurer la conformité au cadre réglementaire de l'autorisation unique. En ce sens, le dossier doit démontrer la résilience du projet face aux accidents majeurs, en tenant compte des rubriques ICPE spécifiques identifiées.

À la suite de cette réunion de pré-cadrage du projet, l'inspection a procédé à l'examen des éléments constitutifs de la future demande d'autorisation environnementale (**cf éléments du point de contrôle précisés ci-dessus**).

Points d'attention	Observations
<b>Éléments communs (R181-13)</b>	L'implantation et la description technique du process sont précises. Elles seront à formaliser. Les justificatifs de maîtrise foncière et la note de présentation non technique (distincte du résumé de l'étude d'impact) sont à prévoir.
<b>Interactions administratives (R181-13)</b>	L'exploitant n'a pas encore listé de manière exhaustive les procédures connexes nécessitant une enquête publique (ex : Loi sur l'eau...). La stratégie concernant l'enquête publique unique (L.181-10) est encore à préciser.
<b>Dossier d'Urbanisme</b>	La justification du dépôt d'un permis de construire, s'il est antérieur ou simultané, devra impérativement figurer au dossier.
<b>Étude d'Impact (R122-5)</b>	Bien que le projet soit arrêté techniquement, l'analyse "environnementale" est au stade initial. L'état initial de l'environnement et l'étude de dangers (D 181-15-2-10) doivent encore être corrélés au process industriel présenté.

Dans ce statut de pré-cadrage, le projet est très avancé sur le plan du process. L'exploitant doit veiller à bien documenter les alternatives raisonnables examinées lors de la genèse du projet (choix du site, variantes de process) pour justifier le choix final. Les mesures ERC (Éviter, Réduire, Compenser) doivent être chiffrées et intégrées aux dépenses prévues par le maître d'ouvrage. Les attendus liés à un classement IED des activités devront également être pris en compte (notamment mise en œuvre des meilleures techniques disponibles).

L'exploitant a fait appel à un bureau d'étude et semble disposer d'une base technique solide. Néanmoins, le passage d'une vision "projet industriel" à une vision "projet environnemental" est impératif.

Le pétitionnaire doit s'assurer que l'ensemble des experts ayant contribué à l'étude d'impact soient clairement identifiés et que leurs méthodologies soient explicitées, conformément aux exigences de l'article R122-5.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Garantir la sécurité sanitaire : condition d'usage du site ex-Haulotte**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 22/08/2021, article L511-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garantir la sécurité sanitaire : condition d'usage du site ex-Haulotte
<b>Prescription contrôlée :</b> Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
<b>Constats :</b> Dans le cadre de son projet d'extension ICPE, l'exploitant doit tenir compte de la gestion des passifs environnementaux et pollutions résiduelles. Lors de l'examen de l'attestation ATTES-TRAVAUX fournie par l'ancien exploitant du site adjacent, l'inspection relève les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• Pollution résiduelle localisée : Des hydrocarbures (HCT C10-C40) subsistent dans les sols au droit de trois bords de fouille à des concentrations supérieures aux seuils de réhabilitation définis. Ces poches n'ont pas pu être excavées en raison de contraintes techniques (proximité de réseaux électriques et fondations).</li><li>• Confinement requis : La compatibilité sanitaire du site avec un usage industriel repose impérativement sur l'absence de contact direct. Le maintien d'un recouvrement étanche (dalle béton ou enrobé) est une condition de sécurité sanitaire.</li><li>• Surveillance des eaux : Un réseau de quatre piézomètres a été déployé suite aux précédentes prescriptions. Les premières données indiquent l'absence d'impact actuel, mais confirment la nécessité d'un suivi au regard de la faible ressource en eau.</li></ul> Au titre de l'article L.511-1, les installations classées doivent être exploitées de manière à prévenir les dangers pour la santé publique et la protection de la nature. L'analyse des risques résiduels conclut à une compatibilité avec l'usage industriel. Cependant, pour éviter un risque potentiel, il est impératif de pérenniser l'intégrité de la couverture imperméabilisante au droit des zones où la présence de polluants demeure au-delà des seuils de réhabilitation. Par ailleurs, l'extension projetée doit s'assurer que les nouveaux aménagements ne compromettent pas l'accès à la surveillance des eaux et n'altèrent pas le dispositif de confinement des terres polluées. <b>L'exploitant doit garantir la maîtrise de ces risques résiduels sur le long terme.</b> Aussi, il convient de prévoir la justification du maintien de l'intégrité du recouvrement (dalle/enrobé) pendant et après les travaux d'extension sur les zones de pollution résiduelle identifiées. En cas de modification de certaines zones, l'exploitant devra définir les éventuelles mesures de gestion de la pollution des sols à mettre en œuvre (article L556-1 du code de l'environnement). Par ailleurs, l'inspection attire l'attention sur le fait que les terrains pourront être grévés de Servitudes d'Utilités Publiques (SUP) dans le contexte de cessation d'activité ICPE de l'entreprise locataire HAULOTTE. L'exploitant doit prévoir également de poursuivre la surveillance piézométrique pour confirmer l'absence de migration des polluants résiduels vers la nappe.  Par ailleurs, l'exploitant HAULOTTE exploite toujours une partie du site pour une activité ICPE à déclaration. La précédente cessation d'activité est une cessation d'activité partielle. Il convient que ce locataire mène une procédure de cessation d'activité « définitive » selon les prescriptions



qui encadrent les ICPE exploitées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 4 :</b> Plan des réseaux de collecte des effluents
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/01/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. <b><u>Aussi, à titre informatif afin de disposer d'un plan le plus exhaustif possible, les points de contrôles de l'inspection sont axés sur :</u></b> - <u>la mise à disposition du plan des réseaux ;</u> - <u>son exhaustivité :</u> * l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; * les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire) ; * les secteurs collectés et les réseaux associés : distinction des réseaux de collecte par types d'effluent (eaux pluviales de ruissellement voiries, eaux pluviales de toiture, eaux sanitaire) ; * les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; * les ouvrages d'épuration interne (séparateurs d'hydrocarbures), * les points de rejet des différents réseaux (milieu naturel ou station d'épuration), * les points de prélèvement pour les analyses, - sa date de dernière mise à jour, qui doit être cohérente avec les dernières modifications apportées sur l'établissement, - sa cohérence/exactitude par sondage lors de la visite terrain.
<b>Constats :</b> Le plan des réseaux est encore en cours de perfectionnement. L'exploitant indique que les investigations se sont poursuivies et qu'il a davantage de maîtrise du sujet pour le périmètre ICPE en cours d'exploitation. L'exploitant a transmis les avancées des investigations en avril 2025 au sujet de ces plans pour cette partie du site. Il indique qu'il a repris et affiné certaines parties sans pour autant disposer d'un plan d'ensemble à ce jour avec ces dernières avancées. En réponse à des discussions avec SEM, les dernières avancées portent sur les réseaux d'eaux usées et leur efficacité à évacuer l'ensemble des EU domestiques du site. L'exploitant indique que les ouvrages de prétraitement des eaux sont bien répertoriés et fonctionnels et que leur entretien est régulier. L'exploitant prévoit une version finale complète pour l'ensemble du site, extension comprise mais ne donne pas de calendrier d'effectivité.
<b><u>Demande 1 :</u></b> - transmettre les dernières mises à jour du plan des réseaux de manière exhaustive et conforme pour la partie du site en cours d'exploitation. - prévoir une mise à jour pour l'ensemble du projet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 :** Prévention des pollutions accidentelles : rétentions produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 02/04/1999, article 4.6.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, rétentions produits chimiques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/01/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les unités, parties d'unité, stockages fixes ou mobiles à poste fixe ainsi que les aires de transvasement de produits dangereux ou insalubres devront être équipés de capacités de rétention dont le volume utile devra être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % du plus grand réservoir ou appareil associé,
- 50 % de la quantité globale des réservoirs ou appareils associés,

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

**Constats :**

Lors de l'inspection 2025, des produits chimiques ont été observés hors rétention (cf photo ci-après).



Photographie des produits chimiques hors rétentions dans le hangar de maintenance engins

En février 2025, l'exploitant a transmis des clichés (cf photo ci-après) attestant de la mise en place de dispositifs de rétention sous deux cuves surélevées. Chaque installation est complétée par une zone de rétention déportée, destinée à accueillir un récipient lors des phases de transfert afin de prévenir toute souillure du sol par égouttement.



Photographie de l'action corrective : cuves sur rétentions

Cette visite de janvier 2026 n'ayant pas permis l'accès au hangar, l'exploitant a transmis en aval de la visite des photographies des nouvelles modalités de stockage et de rétention des autres récipients présents sur le site (cf photo ci-après).



*Photographie des produits chimiques sur rétentions*

Une attention particulière doit être portée au stockage extérieur (qui n'a pas pu être visité au cours de la visite objet du présent rapport), l'exploitant n'a pas rendu compte à ce jour de l'état actuel du stockage de produits chimiques précédemment observé (en 2025) sur des palettes en bois empilées.

#### **Demande 2 :**

**stockage extérieur :** transmettre une photographie attestant de la suppression du stockage de produits chimiques sur palettes en bois empilées (constat 2025) et de leur transfert sur des dispositifs de rétention adaptés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois